

Unité bi-départementale Calvados - Manche  
1 rue du Recteur Daure  
CS 60040  
14070 CAEN

CAEN, le 08/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV NORMANDIE**

Les Aucrais  
14190 Cauvicourt

Références : [2023-564](#)  
Code AIOT : 0005300625

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2023 dans l'établissement SUEZ RV NORMANDIE implanté Les Aucrais 14190 Cauvicourt. L'inspection a été annoncée le 23/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORMANDIE
- Les Aucrais 14190 Cauvicourt
- Code AIOT : 0005300625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation SUEZ RV Normandie dite des Aucrais, située sur les communes de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt et Urville, est autorisée par arrêté préfectoral du 30/03/2005 modifié. Elle est notamment constituée :

- de la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 1" en post-exploitation ;
- de la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 2" en cours d'exploitation (le casier en cours d'exploitation à la date de la visite est le 4F) ;
- d'une déchetterie.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- **Mise en oeuvre des nouvelles dispositions réglementaires liées à la loi AGE**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Conditions d'élimination – contrôle vidéo	Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-48-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Conditions d'élimination – contrôle vidéo	Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-48-3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	/	Sans objet
6	Conditions d'éliminations	Code de l'environnement du 16/09/2021, article D541-48-4	/	Sans objet
7	Conditions d'élimination	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 28	/	Sans objet
8	Conditions d'élimination – documents	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 29	/	Sans objet
9	Conditions d'élimination	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 30	/	Sans objet
10	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 II	/	Sans objet
12	Refus d'admission	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour motif principal la conformité par rapport à la loi AGECE "conditions d'élimination".

L'inspection a constaté, en contrôlant les vidéos, un déchargement contenant une quantité supérieure à 30% de matière valorisable.

L'exploitant dispose des attestations des obligations de tri (partie intégrée dans les certificats d'acceptation préalable). L'exploitant dispose de quelques rapports de caractérisation des déchets par les producteurs.

Le résultat de l'inspection appelle des actions correctives et des compléments de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : contrôle vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Données filmées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. (...) Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
<b>Constats :</b> Le site est équipé de 2 caméras depuis le 11 août 2022 : une située au pont bascule et l'autre en face des trois quais de déchargement. La caméra du pont bascule permet de visualiser le véhicule et la plaque d'immatriculation. Le camion étant bâché ou fermé, les déchets ne sont pas visibles. La caméra des quais permet de visualiser les déchets au moment du déchargement des camions. Les vidéos sont reportées sur l'ordinateur à l'accueil mais non vérifiées en direct. Le contrôle visuel est réalisé, sans recours aux caméras, par l'opérateur du compactage mais il ne peut faire cesser le déchargement en cas de présence de déchets interdits. Seule une information de non conformité est remontée aux bureaux.
<b>Observations :</b> Le contrôle visuel des déchets à l'entrée ne semble pas efficient même si le site est équipé de caméras. Personne ne visionne les vidéos en direct.  Il est demandé à l'exploitant sous un délai d'un mois de transmettre ses pistes d'amélioration.
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : contrôle vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Données enregistrées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection a pu constater la présence du journal dans le logiciel pont-bascule. L'exploitation du logiciel a permis de remonter à des déchargements de plus de 11 mois (date prise par sondage). Le jour de la visite, les données ne sont pas automatiquement effacées au bout d'un an.
<b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place l'effacement automatique des données au bout d'un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Conditions d'élimination – contrôle vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-48-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle vidéo des bennes entrantes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :  1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;  2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;
<b>Constats :</b> L'inspection a demandé à visionner les vidéos de quelques déchargements de déchets au niveau des quais. Le déchargement du premier camion visualisé ne présentait pas de fractions valorisables supérieures à 30%. Le visionnage des enregistrements vidéo a permis de montrer le déchargement d'un camion, le jour de la visite à 7h47 de déchets présentant une quantité de cartons supérieur à 50%. Un cliché photographique illustrant ce déchargement est annexé au présent rapport. Les déchets ont été vidés et emmenés avec la chargeuse dans le casier. Le camion n'a pas été refusé. Les déchets n'ont pas été restitués au producteur. L'opérateur chargé du compactage n'a pas averti les bureaux.  Il est demandé à l'exploitant sous un délai de deux mois: - de renforcer ses pratique de contrôles des déchets à réception pour empêcher le déchargement de déchets valorisables ainsi que les mesures mises en place pour contrôler l'adéquation entre le déchet accepter/admis avec le déchet réellement reçu. - de fournir à l'inspection les éléments justifiant des suites données avec le producteur de déchets non conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Conditions d'élimination – contrôle vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-48-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapports caractérisation des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets (...) 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant(...)
<b>Constats :</b> L'inspection demande à l'exploitant les rapports de caractérisations pour deux apporteurs de déchets choisis aléatoirement dans le registre des entrées. L'exploitant n'a pas pu présenter les pièces demandées. L'exploitant montre qu'il a quelques rapports, mais informe qu'il n'a pas 100% des rapports de caractérisations de ces clients. L'exploitant possède une procédure de caractérisation transmis à l'inspection le 08/09/2023. Cette procédure est le projet de caractérisation des bennes fourni sur le site du ministère. L'exploitant stipule dans son mail utiliser la méthode visuelle au fil du remplissage. La déchetterie des Aucrais appartenant à l'exploitant n'a pas de rapport de caractérisation pour les bennes d'encombrants livrées à l'installation de stockage de déchets.  Il est demandé à l'exploitant sous un délai d'un mois : - de fournir le rapport de caractérisation des bennes d'encombrants de la déchetterie des Aucrais - de mettre en place une procédure pour vérifier que les producteurs de déchets lui transmettent bien le rapport de caractérisation et de la communiquer à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Conditions d'éliminations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/09/2021, article D541-48-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestations obligations tri
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri (...).</p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>(...)</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées. Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.</p>
<p><b>Constats :</b> L'attestation sur l'honneur du respect des obligations de tri par les producteurs est intégrée au CAP – Certificats d'Acceptation Préalable des déchets. Les collectivités, en plus de l'attestation insérée dans le CAP, fournissent l'attestation de tri selon le modèle disponible sur le site du ministère.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Conditions d'élimination

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable définie au présent article ainsi qu'à la production de l'attestation du producteur telle que définie à l'article précédent. Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie au point 1 de l'annexe III. (...). L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées(...)</p>
<p><b>Constats :</b> L'information préalable est fournie par les producteurs de déchets par l'intermédiaire de la FIP - Fiche d'informations Préalables qui est renseignée par chaque client afin d'obtenir un CAP - Certificat d'Acceptation Préalable.  Tous les clients doivent avoir un CAP valide pour que le camion soit accepté en entrée du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Conditions d'élimination – documents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'acceptation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  Les déchets non visés à l'article précédent sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité.</p> <p>Le producteur ou le détenteur du déchet fait en premier lieu procéder à la caractérisation de base du déchet définie au point 1 de l'annexe III.</p> <p>Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an. Elle est définie au point 2 de l'annexe III. Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum. (...) Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets(...)</p>
<p><b>Constats :</b> La procédure d'acceptation préalable est une procédure nationale pour le groupe SUEZ.  L'exploitant a fait parvenir cette procédure à l'inspection par mail le 08/09/2023. Celle-ci n'appelle pas d'observation de la part de l'équipe d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Conditions d'élimination

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>I. Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité ;</li> <li>(...)</li> <li>- réalise une pesée ;</li> <li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non radioactivité du chargement. Pour certains déchets, ces contrôles sont pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets, selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.</li> <li>(...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'inspection a observé l'arrivée d'un camion. Le camion passe entre les barrières de contrôle de la radioactivité et se stationne sur la bascule. Le chauffeur se présente à l'accueil avec son bon de livraison. La réceptionniste recherche dans le logiciel le producteur de déchets. Si le producteur de déchets n'a pas de certificat d'acceptation valide, l'opératrice est averti et le camion est refusé. Le poids du chargement est marqué dans le logiciel. Le camion peut alors entrer sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres chronologiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant tient un registre chronologique des réceptions de déchets non dangereux (RNDTS), un registre de sortie des déchets dangereux (Track déchets). L'exploitant a déclaré ne pas avoir de sortie de déchets non dangereux de son site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, RNDTS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>(...)</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>(...)</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent (...) les données constitutives du registre mentionné (...) au moyen du télé-service mis en place (...). Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la (...) la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. (...)</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, le RNDTS, Registre National des Déchets, Terres et Sédiments, est bien renseigné.</p> <p>Pour 2023, les données des déchets entrés sont téléversées dans le RNDTS cinq jours après leur date de réception. Les données de 2022 ont bien été téléversées dans le RNDTS.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Refus d'admission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Refus des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité).  En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets :  - le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;  - la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, le registre des refus est existant. Il est dans le registre des anomalies de l'exploitation. L'inspection a pu constater deux refus récents : * le 20 juillet 2023 correspondant à un chargement de fenêtres PVC + verre; * le 28 juillet 2023 correspondant à un chargement constitué de déchets de tri recyclable. L'inspection a pu constater sur le contrôle vidéo que les camions sont arrivés à l'entrée du site et sont repartis sans décharger.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Conditions d'éliminations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article article 3 alinéa1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conduite exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets autorisés dans une installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets non dangereux ultimes, quelle que soit leur origine, notamment provenant des ménages ou des entreprises
<b>Constats :</b> <b>Même constat que le point de contrôle N°3</b> <b>La vidéo du 24/08/2023, 7h47 montre le déchargement de déchets présentant une quantité de cartons importante. Le carton n'est pas un déchet ultime, c'est à dire un déchet non valorisable dans les conditions techniques et économiques du moment. L'exploitant ne respecte pas l'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets

**ANNEXE**  
**CAPTURE PHOTOGRAPHIQUE DE L'ENREGISTREMENT VIDEO DU**  
**DECHARGEMENT DU 24/08/23 à 07h47**

Photo prise le jour de la visite par l'inspection :



Photo envoyée par l'exploitant le 08/09/2023

